

# LE PLAN ESSE

ECONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE ECOLOGIQUE

## PRÉPARER DES SOLUTIONS GLOBALES À UNE CRISE GLOBALE



**Afin qu'essaiment à grande échelle, les valeurs propices à l'émergence d'une économie à vocation sociale, solidaire et écologique\***

**B**eaucoup sans doute ont vu le beau film de Coline Serreau : Solutions locales pour un désordre global. Ce film extrêmement convaincant et stimulant montre comment, dans un secteur et sur un enjeu déterminé, l'agrobiologie et la souveraineté alimentaire, nombre d'expérimentations anticipatrices sont déjà mises en œuvre. Et c'est vrai de bien d'autres domaines: l'éco-habitat, la finance solidaire, l'éducation populaire, les logiciels libres, en constituent, parmi d'autres, de nombreux exemples. Pourtant l'ampleur des défis est telle qu'il nous faut préparer de nouvelles étapes susceptibles de franchir un seuil aussi bien quantitatif que qualitatif face aux crises écologiques, sociales, financières majeures qui se multiplient. Il faut inscrire toutes ces expérimentations dans une stratégie transformatrice qui cherche aussi à répondre à l'échelle globale des problèmes sans pour autant perdre l'énergie transformatrice présente à l'échelle des initiatives locales. C'est vrai en France, ce peut l'être en Europe et même à l'échelle mondiale comme on peut le voir à l'occasion des forums sociaux mondiaux.

L'économie sociale et solidaire - que l'on veut voir de plus en plus réorientée dans un sens écologique (l'ESSE)- est un espace privilégié pour une telle tentative. On dit souvent qu'elle représente près de 10% de la richesse nationale ou de l'emploi. Ce serait davantage encore avec un autre calcul intégrant par exemple l'énorme gisement de richesse que représente le « capital social » du mouvement associatif. Pratiquement la quasi-totalité des biens et des services peuvent être trouvés auprès de coopératives, de mutuelles et d'associations. Une autre approche de la richesse (par exemple avec des outils comme le bilan et la comptabilité sociétales) et de la monnaie (par exemple avec des monnaies sociales comme le SOL) pourraient être mise en œuvre et favoriser la synergie proposée par le Plan ESSE à partir des maisons de l'économie sociale et d'un media à grande échelle. Mais cela suppose que l'ESS change son niveau d'ambition. Trop souvent réparatrice, défensive et sectorielle, elle doit se faire anticipatrice, dynamique et contagieuse. Elle doit inscrire ses expérimentations dans ce Trépied du REV\* qui associe Résistance créatrice, Expérimentation anticipatrice et Vision transformatrice. Les Etats généraux de l'ESS sont une bonne opportunité pour débattre de ce type de projet ambitieux.

Il est temps d'oser !

**Patrick Viveret**

\* Texte complet, La crise, le Labo, le Sol à l'adresse : <http://www.lecolibri.org/2010/11/la-crise-le-labo-le-sol/#more-2073>

# CHANGER L'ÉCONOMIE POUR SAUVER LA PLANÈTE

**Pour faire face à la crise environnementale, aux inégalités et au délitement du lien social dans un monde gouverné par l'argent, ce sont en toute logique les mauvaises pratiques de l'économie qu'il faut changer en priorité. Et les alternatives existent, mais les conditions de leur développement à grande échelle ne sont pas réunies.**

**B**ien que responsables de la plupart des maux qui minent les sociétés humaines et déstabilisent climat et écosystèmes, menaçant même à terme la survie de l'humanité, les tenants du modèle économique dominant s'opposent efficacement à tout changement qui pourrait nuire à leurs intérêts. Leur mainmise sur les grands médias entretient sciemment le statu quo. Or ce qui s'impose, c'est la réduction de la consommation outrancière et donc du productivisme, la source de leurs profits. Inélectable, cette décroissance se développe déjà et de la pire des manières, en creusant encore l'écart entre riches et pauvres.

Peut-être plus grave, en détournant notre énergie libidinale pour « rendre les cerveaux disponibles » au consumérisme, les experts en marketing détruisent en nous ce qui participe à la fabrication du tissu social. À terme, la menace serait la généralisation des comportements dépressifs et la violence gratuite.



***En servant des repas bio dont beaucoup d'ingrédients proviennent de l'agriculture locale, la cantine scolaire de Barjac (30) est un modèle d'économie sociale et solidaire en tant que service public ancré au territoire***

## « MOINS DE BIENS, PLUS DE LIENS »

Ce slogan est de toute évidence le passage obligé de sortie de crise, l'issue de secours. Il devrait inspirer notre nouvelle philosophie, mais en l'état, il est impraticable à grande échelle sous peine de débâcle boursière : nous subissons impuissants le chantage à la croissance, au chômage, au retour de la terrible crise de 1929. Nous ne sommes plus libres de choisir notre avenir.

En faut-il plus pour nous décider à changer en adoptant progressivement d'autres pratiques économiques? Où la production de nos besoins revisités, relocalisée autant que possible, ne dépendrait plus de spéculateurs insatiables, égoïstes et inconséquents mais d'entreprises, de coopératives, de mutuelles à taille humaine, attachées au territoire, d'épargnants solidaires, d'associations œuvrant dans l'intérêt général. Où les relations entre producteurs et consommateurs seraient à nouveau basées sur la confiance.

De par le monde, des milliers d'initiatives existent déjà et interrogent nos relations à l'argent, au travail, à l'alimentation et à la consommation, aux déplacements, à l'habitat... Elles ont vocation à être reproduites partout mais, comme le regrette Claude Alphandéry (lire p.8), « l'économie sociale et solidaire consiste en un certain nombre d'initiatives dispersées, que l'opinion considère comme des actions ponctuelles, fragmentées et d'ordre microéconomique, donc marginales; elle n'en voit ni le lien ni le pouvoir réformateur ».

Sans être la solution à tout et sans délirer sur les possibilités à court terme de mettre à mal le grand capital et les multinationales, un fort développement de l'économie sociale, solidaire et écologique (ESSE), par exemple un passage progressif des quelque 8 % actuels du PIB à 35 % en 20 ans, serait déjà une révolution. Elle ne pourrait qu'influencer positivement le reste de l'économie et la société toute entière en changeant progressivement les mentalités.

## POUR UN FUTUR DÉSIRABLE

Pour réaliser progressivement cet objectif, il est proposé de mettre en place collectivement une infrastructure nationale de développement de l'ESSE dont tous les projets alternatifs ont besoin pour étendre leur influence, sans qu'aucun n'ait les moyens de la créer seul. Il est ainsi offert à chaque citoyen, la possibilité de participer localement et à sa façon à la reprise en bonnes mains de l'économie et aux associations, dans leur grande diversité et en toute indépendance, de défendre une cause commune essentielle.

Au lieu d'assister impuissants au délitement de nos sociétés et à la destruction de l'environnement, il nous est encore possible de construire une économie au service de l'humain dans le respect de la nature, de retrouver l'espérance et l'enthousiasme indispensables pour inventer ensemble un futur désirable.

# DU LOCAL AU GLOBAL, UN DISPOSITIF INTEGRE

Des pôles de proximité en réseau et une campagne permanente d'éducation populaire dédiés à l'ESSE sont les deux grands axes du projet.

## CRÉER UN EMPLOI PAR CANTON

De plus en plus de collectivités mettent en place des dispositifs visant à favoriser l'ESSE. Utiles, ces pôles n'ont pas la capacité d'intervenir massivement au niveau local. Le Plan ESSE consiste donc à implanter sur chaque canton (ou de tout autre découpage jugé pertinent pour délimiter un espace à dimension humaine), des Maisons visant à faire découvrir à un large public les vertus de l'économie sociale, solidaire et écologique, et à contribuer à la valorisation du potentiel du territoire en répondant à ses besoins. Polyvalents et adaptables aux spécificités locales, ces lieux pourront être créés de toutes pièces ou être implantés au sein de structures existantes.



**42 membres de l'Association Energies Citoyennes d'Alsace sont passés en Société par Actions Simplifiée<sup>2</sup> dans laquelle ils ont investi 30 000 €.**

Gérée par une association locale, chaque Maison sera pourvue d'un poste d'animation rémunéré, formé en matière d'ESSE et d'éducation populaire. La question du financement des frais de fonctionnement des Maisons sera traitée au niveau local dans le cadre de la participation citoyenne.

C'est là l'un des défis du projet (voir encadré: le financement page 6).

En s'appuyant sur une campagne permanente d'éducation populaire, il s'agira de créer locale-

ment les conditions propices à un fort développement d'initiatives citoyennes, créations d'activités économiques et autres, en privilégiant les urgences écologiques, sociales et humanitaires ainsi que l'émancipation et l'épanouissement humain.

## UN RÉSEAU NATIONAL ET DEUX MÉDIAS IMPORTANTS



Souple et adaptable aux besoins locaux, le modèle des Maisons de l'ESSE s'inscrit dans un réseau national permettant des économies d'échelle, le partage d'outils élaborés et d'expertises, la mutualisation de tâches administratives et d'activités de lobbying... Une « caisse à outils » méthodologique sera mise à disposition de chaque pôle local. Elle comprendra notamment un recueil de projets intéressants déjà réalisés ailleurs et reproductibles partout. Ce maillage serré du territoire national est un atout majeur en terme de crédibilité de l'objectif : générer du changement à grande échelle. Se savoir nombreux à engager les mêmes actions transformatrices est source d'enthousiasme.

Afin d'appuyer son travail d'éducation populaire, ce réseau disposera de deux outils principaux.

Un organe de presse mensuel dédié à l'ESSE, très grand public, à gros tirage initial (300 000 ex.) et

petit prix (20 cts). Lancé sur le modèle de L'âge de faire qui a déjà fait ses preuves, il s'autofinancera grâce à la coopération citoyenne et à la revente à prix coûtant (voir p. 7). Il faudra pour cela trouver 10 000 personnes acceptant d'avancer 6 € chaque mois, pour recevoir 30 journaux à revendre ou donner à leur entourage.

Un site internet national assurera l'interactivité avec les lecteurs. Au niveau cantonal, il est prévu la création d'un « site internet pour tous », populaire et contributif, qui combinera des informations locales intéressant spontanément le grand public avec des renseignements sur l'ESSE et son développement local. L'objectif étant qu'au terme de deux ans d'existence, il soit connu de tous les habitants possédant un accès Internet. Ils doivent y trouver leur compte et satisfaire leur propre curiosité en s'y connectant au moins une fois par semaine... et plus si désirabilité...

**Concurrencées par le marketing, les relations intergénérationnelles, indispensables à la formation de la personnalité, sont menacées**

# QUELQUES-UNES DES INITIATIVES

Circuits courts, épargne solidaire, services de proximité, coopératives d'achat ou de production, de l'économie sociale, solidaire et écologique. De nombreux projets pourraient ainsi inspirer de nouvelles initiatives.

## Vente directe en vrac

La commercialisation en circuits courts permet aussi de remettre en cause l'utilisation d'emballages jetables. Nous produisons en moyenne 350 Kg de déchets par personne et par an. La vente en vrac peut se développer sous différentes formes : dans les épiceries et magasins d'alimentation bio, en vente directe du producteur au consommateur, ou encore par distributeur automatique. Des producteurs de lait mais aussi de légumes, alimentent ainsi les machines installées à quelques kilomètres de leur exploitation. Mais le système peut aussi être utilisé, comme c'est le cas au Canada, pour des produits issus de l'industrie –de la lessive, par exemple



## Les monnaies sociales et locales

« Replacer l'économie au rang de moyen et non de fin. » C'est l'objectif des monnaies complémentaires, sociales, ou locales. Le Sol, projet expérimental d'envergure nationale, est notamment expérimenté à Lille, Rennes, Carhaix, Paris, Nanterre, Fontenay-aux-Roses, Grenoble et en Val de Drôme. D'autres projets très localisés sont nés ces deux dernières années : Déodat dans les Vosges, Mesure dans la Drôme, Luciole en Ardèche, Occitan dans l'Hérault, Abeille en Lot-et-Garonne, Bogue en Ardèche, Echo en Maine-et-Loire... On compte également plus de 400 Sel (Systèmes d'échanges locaux), qui mettent en place une unité d'échange symbolique pour troquer des biens et des services.

## Insertion



Des chantiers, ateliers ou entreprises d'insertion ayant acquis une certaine expérience, ont peu à peu essaimé et constitué des réseaux. Lancés en 1991, les Jardins de Cocagne comptent aujourd'hui 101 exploitations maraichères. Autres réussites, celles d'Envie, un réseau de 48 entreprises qui rénovent et revendent sous garantie de l'électroménager. La première Table de Cana fondée en 1985 est devenue une fédération d'une dizaine de répliques dont celle de Grasse (06) ouverte en 2006. Pour l'organisation de réceptions, les livraisons de repas à domicile aux personnes âgées et aussi la tenue de la cafétéria, quinze personnes sont salariées dont la moitié sont en insertion. Ces entreprises pas comme les autres sont cependant inégalement réparties sur le territoire.

## L'énergie renouvelable

Le fournisseur d'électricité Enercoop, une coopérative dont les citoyens peuvent acheter des parts, s'approvisionne directement auprès de producteurs d'énergies renouvelables : solaire, éolien, hydraulique et biogaz. Ses bénéfices sont destinés à être réinvestis pour construire de nouveaux moyens de production d'origine renouvelable.

## L'épargne solidaire

Les banques alternatives telles que la Nef ou le Crédit coopératif ne peuvent multiplier les agences locales et se cantonnent dans les grands centres urbains. Habitat et humanisme ou Terre de liens, qui proposent aux particuliers d'acquérir des parts pour soutenir des projets d'habitat social ou d'agriculture paysanne, sont peu connus du grand public. Quant aux Cigales (Club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire), elles pourraient essaimer davantage si un recensement efficace des projets économiques leur était proposé au niveau local. Les Maisons prévues par le Plan ESSE serviront de répertoire, de vitrine, et même de lieu de dépôt pour ces différentes structures.

## Recycler

Piles, huile de friture, matériel informatique ou papier brouillon... Des filières de recyclage de proximité, de compostage, de fabrication de bois de chauffage, peuvent contribuer à la gestion des déchets et à la vitalité de l'économie locale. Ces filières peuvent être portées par des entreprises privées ou des projets collectifs. A Rennes, depuis 1995, les habitants qui disposent d'un petit jardin peuvent se procurer des bacs à compost à petits prix auprès des services municipaux. Aujourd'hui, près de 15 ans plus tard, plus de 15 000 bacs équipent les jardins des Rennais. Forte du succès, la municipalité a décidé d'étendre l'expérience en proposant aux occupants d'habitats collectifs d'installer des composteurs à proximité des immeubles. Depuis 2006, 112 sites de compostage ont donc été installés dans les arrières cours ou les espaces verts collectifs.

# INITIATIVES A DEMULTIPLIER

gestion de patrimoines... L'ancrage dans le territoire va souvent dynamiser et donner tout son sens à ces initiatives, ou se développer grâce à une meilleure représentation au niveau local.

## Coopératives

La Société coopérative de production (Scop) permet aux salariés-associés de construire un modèle économique à leur mesure, et d'inventer ensemble de nouvelles manières de produire des biens ou des services. Elles sont 2000 en France et plus de 35 000 en Espagne ! Ce statut a été choisi par les fondateurs d'Arbalange, une entreprise de location de couches lavables basée à Nantes. Dans le cas de l'usine Ceralep, dans la Drôme, il a permis la reprise d'une activité industrielle. Basée en Savoie, la coopérative d'activité et d'emploi Oxalis a quant à elle développé un modèle de mutualisation des compétences et des ressources entre travailleurs indépendants.

## Promouvoir le vélo et le VAE\*

La moitié des déplacements en voiture font moins de 3 kilomètres. Le vélo ne constitue pas seulement une alternative économique et écologique, c'est aussi une source d'emplois non délocalisables. Les ateliers d'autoréparation (la Bécane à Jules, Dijon), entreprises de réparation et recyclage (Aci-Tandem, Evreux), vélostations (Calais) et vélo-écoles (association place au vélo, Nantes) constituent autant d'exemples reproductibles ailleurs : le marché de la location (VAE), la récupération et les besoins en « vélo éducation » représentent un potentiel de développement pour ces petites structures. \*VAE : Vélo à assistance électrique



Co-voiturage

Auto-partage

Jardins, ateliers, matériels partagés

Ecovillages

Travailler au pays

Relocalisation

Fête des voisins

Vente directe en vrac

Insertion

Café citoyen

Logiciels libres

Tourisme écologique

## Les Amap

## Débatte et mobiliser

Les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne dont la première date de 2001 seraient à ce jour environ 1 200, beaucoup plus si l'on tient compte des nombreux groupements informels. Bien implantées en Paca (140), Rhône-Alpes (132), Ile-de-France (120) ou Midi-Pyrénées (92), elles ne sont que quatre dans le Nord-Pas-de-Calais, trois en Picardie et en Lorraine, une seule en Champagne-Ardenne... Une large diffusion de ce modèle contribuerait à redynamiser le tissu agricole local et à recréer des liens entre habitants.



Pour partager savoirs, expériences et outils, des groupes locaux peuvent être constitués en relais d'associations nationales dans des domaines variés : éducation populaire, expression artistique, énergie, déplacements, environnement, santé et alimentation... Ces groupes peuvent organiser des débats, mettre en place un café citoyen, des ateliers théâtre, chant, cueillette de plantes médicinales ou fabrication de produits cosmétiques bio... Fédérés en réseau national, ils peuvent aussi monter des groupements d'achat sur des produits nouveaux à haute valeur écologique ou sociale (lampes économiques, vélo à assistance électrique...) dont le prix et la rareté limitent la diffusion en insertion. Ces entreprises pas comme les autres sont cependant inégalement réparties sur le territoire.



LE PLAN ESSE

# LES PRINCIPAUX RESULTATS ATTENDUS

En favorisant la découverte, Le Plan ESSE vise à valoriser les structures existantes de l'économie sociale, solidaire et écologique, à encourager localement la création de nouvelles entreprises sur ces valeurs, à mettre à disposition du public des outils et lieux d'émancipation tout en recréant du lien social.

## PLUS PRÉCISÉMENT, SERONT AU PROGRAMME :

- Relocaliser tout ce qui peut l'être sera une priorité.
- Faire connaître au grand public l'ESSE et ses avantages.
- Donner de la visibilité à ce qui existe localement et nationalement : Nef, Terres de liens, France Active, Enercoop, Amap, Scop, Adie, CAE, Sol, Cigales, Castors... Tous ces organismes pourront bénéficier d'une antenne locale qui les fera découvrir au-delà des cercles de convaincus.
- Offrir aux associations nationales ou régionales environnementales, humanitaires, citoyennes et autres... l'opportunité de se développer en bénéficiant d'un point d'ancrage local, et en participant à la vie de la Maison.
- Favoriser la création de services et d'emplois partagés entre associations, pour pallier au manque de financements.
- Réveiller le potentiel de compétences et d'aptitudes à entreprendre, mais aussi de générosité, de bénévolat, d'esprit d'entraide... qui sommeille au sein de la population
- Encourager, soutenir, relancer des projets qui risqueraient d'en rester au stade de l'idée.
- Favoriser la reproduction de réalisations exemplaires, qui demeurent pour l'instant sporadiques parce que pionnières.
- Favoriser les reprises en coopérative par leurs salariés, des PME dirigées par des Papy boomers en âge de passer la main.
- Faire connaître les locaux, terrains, matériels disponibles ou à partager.
- Faciliter le débat public sur les choix importants concernant les citoyens.
- Participer au développement de lieux d'expression culturelle en lien avec les associations d'éducation populaire, les réseaux citoyens, les intermittents du spectacle...



*Les bénévoles de l'association "lire et faire" captivent les enfants.*

## LE FINANCEMENT

### LE PRIX DE LA NON-DÉPENDANCE

**D**e l'ordre de 3000 € par mois seront nécessaires au fonctionnement de chaque Maison. Tous les responsables d'association savent ce que coûtent en temps et reniements les aléas de la dépendance financière...

Après une période de démarrage aidée (subvention, un an ?), le temps de faire connaître et de donner l'envie du lieu aux habitants, il est prévu un financement autonome pour le fonctionnement des Maisons et plusieurs sources sont envisagées.

Les contributions citoyennes (petits dons à partir de 5 €/mois). Cela pour rester dans l'esprit du projet, reprendre du pouvoir sur notre économie. Un abattement fiscal permet de récupérer 66 % de ces contributions.

Comme le projet va fortement inciter à la relocalisation de l'économie dont les acteurs vont tirer bénéfice, il sera négocié des ristournes pour les détenteurs de la carte ESSE (soutien de la Maison locale).

Au cours du temps, les entreprises qui auront bénéficié du soutien de la Maison pour se lancer rétribueront le service par le versement dans la durée d'un petit pourcentage de leur chiffre d'affaire. Des ressources seront aussi tirées à l'occasion des rencontres festives ou autres qui seront multipliées dans le cadre de la mission d'éducation populaire des Maisons.

Autant de possibilités qui amènent à penser que le prix de la non-dépendance pourrait progressivement se transformer en avantages pour les donateurs.

## LE CALENDRIER

Il dépendra de la réactivité des forces vives susceptibles de participer.

Ce qui est possible, c'est la sortie du numéro zéro du journal à l'automne ainsi que le prototype du site Internet local.

Si le relai attendu des associations et autres partenaires potentiels se fait bien, une période d'un an pourrait suffire au recrutement des 10 000 coopérateurs nécessaires au lancement du journal dont le numéro 1 pourrait alors sortir à l'automne 2012 et permettre la mise en marche du réseau avec les premiers volontaires...

**Vous l'avez compris, cela ne dépend plus tout à fait de nous.**

# UNE CONDITION PRIMORDIALE : FAIRE ALLIANCE

**Citoyens et associations sont invités à faire cause commune sur la résolution d'un problème fondamental, tout en continuant à agir chacun selon leur propre sensibilité en toute indépendance.**

Les chiffres peuvent impressionner mais le projet n'est pas si compliqué, il ne fait appel qu'à des pratiques connues du monde associatif.

La première difficulté est de faire connaître le projet, assez rapidement et sans gros budgets, aux personnes susceptibles de le porter. Pour cela, le préalable menant à la réussite est la création d'une alliance nationale, l'ALLIESSE, groupement informel d'associations de toutes dimensions et de sensibilités diverses, humanitaire, environnementale, caritative, citoyenne ; les structures de l'ESS, la presse alternative, les syndicats... qui ont actuellement en commun de se heurter dans leurs démarches au même mur de l'argent. Il ne sera demandé aux organisations participant à ce groupement informel ni temps ni argent, mais seulement de relayer avec enthousiasme l'appel à participer auprès de leurs adhérents, clients, lecteurs...

Les citoyens pourront s'investir dans la création d'une Maison de l'ESSE, participer au financement de son fonctionnement, ou encore soutenir le lancement du journal national en achetant et revendant chaque mois des exemplaires.



***Bolivia Inti promeut des appareils de cuisson permettant d'économiser le bois dans les pays où il est rare.***

Au-delà du besoin de champ large pour recruter les forces vives nécessaires, ce projet fédérateur est aussi une opportunité à saisir d'amener le monde relativement cloisonné des associations à faire

cause commune sur la résolution d'un problème fondamental, tout en continuant à œuvrer chacune selon leur propre sensibilité.

## COMMENT PARTICIPER ?

La fiabilité du Plan ESSE n'est pas en question. L'incertitude réside dans la manière dont sera perçue, en termes de difficultés, sa mise en œuvre par les personnes susceptibles de contribuer. La réponse est dans la question puisque c'est leur participation qui fera la différence. Il faut bien intégrer le fait qu'un travail méthodologique poussé va être réalisé pour mettre à disposition des acteurs une caisse à outils et des facilités d'essai. Déjà, un numéro zéro du journal et le prototype du site Internet local, seront disponibles cet automne. L'objet de ce questionnaire est de cerner vos interrogations. Merci de consacrer un peu de votre temps pour nous répondre.

Pour nous joindre :  
[www.le-plan-esse.org](http://www.le-plan-esse.org)  
fax : 04 92 61 16 11

L'âge de faire, la Treille, 04290 – SALIGNAC.  
En dernier recours Tél. 04 92 61 60 28.

### COOPÉRER AU LANCEMENT DU JOURNAL

C'est un engagement sur un an (11 numéros) à acheter 30 journaux à chaque parution. Il vous en coûtera 6 € et vous êtes libre de les donner ou les revendre à prix coûtant (20 cts d'€). L'objectif est de susciter des abonnements (de l'ordre de 8 €/an).

### NOUS AIDER

Vous pouvez faire un don (66 % déductible de vos impôts). Paiement par carte sur notre site ou par chèque à l'ordre de L'âge de faire/Plan ESSE. Vous pouvez faire connaître le projet à votre entourage et votre carnet d'adresses.

### QUESTIONNAIRE

**A) Vous ne croyez pas à la faisabilité du projet ou vous êtes sceptique. Pourquoi et que faudrait-il changer ?**

**B) Vous croyez à la faisabilité du projet**

**> 1) Vous vous exprimez en votre nom propre :**

- Pensez-vous vous contribuer au lancement du journal ?
- Pensez-vous participer en tant que membre actif à la création et/ou à l'animation d'une Maison de l'ESSE sur votre territoire ?
- Pensez-vous pouvoir contribuer au financement de son fonctionnement par un petit apport mensuel ? Si oui, de quel ordre : 5€ 10€ 15€ 20€ plus ?
- Vous avez des idées dont le Plan ESSE pourrait s'enrichir, lesquelles ?
- Etes-vous intéressé à titre personnel par le métier animateur ESSE ?

**> 2) Vous vous exprimez en tant que responsable d'une structure associative, syndicale, d'un comité d'entreprise, d'un média alternatif, d'une coopérative :**

- Vous pouvez inscrire votre association à l'ALLIESSE et signer la charte.
- Votre association serait-elle en mesure d'héberger le Plan ESSE ?
- Si non, pensez-vous pouvoir contribuer aussi à la diffusion du journal sur votre territoire ?

# “ Face au chômage, créer d'autres formes d'emplois ”

**Résistant à 18 ans, militant communiste puis directeur de banque, Claude Alphanéry est aujourd'hui le porte-flambeau de l'économie sociale et solidaire (ESS). Il est à l'origine de France Active, un réseau d'associations qui soutient les créations d'emplois et de petites entreprises, et des Etats généraux de l'ESS, qui se tiendront du 17 au 19 juin à Paris. Extraits de son livre d'entretien, « Une si vive résistance » (1).**

## Quel lien faites-vous entre la Résistance dans laquelle vous étiez engagé, et l'économie sociale et solidaire que vous défendez aujourd'hui ?

Au début de la Résistance régnait le même sentiment de délitement de la société que celui qui s'installe aujourd'hui. « On a perdu la guerre parce qu'on n'a pas assez travaillé », disait-on. C'est lorsque les gens pensent ainsi qu'ils ne ripostent plus. Les résistants, au départ, étaient vraiment minoritaires, dans une population qui les regardait avec moins de sympathie que des scepticisme : exactement comme sont regardés les gens qui, aujourd'hui, sont engagés dans des initiatives alternatives et pensent pouvoir les généraliser, les systématiser dans une économie sociale et solidaire.

## A LA SUITE DE LA CRISE FINANCIÈRE, LE CLIMAT GÉNÉRAL SEMBLE TRÈS FATALISTE...

Les réponses qui ont été apportées – comme, par exemple, sauver les banques pour lutter contre la panique- ont paru très superficielles aux gens. Cela a créé un scepticisme généralisé à l'égard de tout ce qui aurait pu, à la faveur de cette crise, nous permettre de créer un monde nouveau. L'opinion intègre le discours sur la « compétitivité » ; elle n'est pas sans admettre que les coûts excessifs de la main-d'œuvre doivent être résorbés, faute de quoi les entreprises seront avalées par des groupes étrangers installés dans des pays à bas salaires. Ce discours n'est pas infondé techniquement mais il

ne va pas au fond du problème : que fait-on pour prévenir cette situation ? Se donne-t-on les moyens pour préparer des biens et services socialement et techniquement innovants, et impliquant une main-d'œuvre locale ?

## L'économie sociale et solidaire constitue-t-elle une réponse ?

C'est là le cœur de notre problème. L'économie sociale et solidaire consiste en un certain nombre d'initiatives dispersées, que l'opinion considère comme des actions ponctuelles, fragmentées et d'ordre microéconomique, donc marginales ; elle n'en voit ni le lien ni le pouvoir réformateur. Il est vrai que, dans l'ensemble, les gens sont plus sensibles aux problèmes de l'emploi et du chômage, de leur pouvoir d'achat. Comment démontrer qu'on ne résoudra pas le problème du chômage, ou celui des retraites, si on ne crée pas d'autres formes d'emploi ? C'est le défi de cette économie sociale et solidaire, qui est le gage de ce qu'Edgar Morin (2) appelle la « métamorphose », c'est-à-dire la déconstruction des équilibres économiques devenus des déséquilibres, et leur reconstruction en autre chose.

## Lors des élections régionales de mars 2010, vous avez invité les politiques à considérer l'économie sociale et solidaire non plus comme une entité marginale au sein du pays, mais comme la locomotive d'une transformation radicale de la société. Pourquoi cela n'a-t-il pas eu lieu ?

Nombreux sont ceux qui pensent que d'autres problèmes doivent être réglés en priorité. Or la dis-



persion du secteur de l'économie solidaire fait qu'on n'a pas encore la capacité de convaincre de ceci : si on remplace un certain nombre d'activités de production matérielle ultrasophistiquée (et ne correspondant pas aux besoins fondamentaux des gens) par des services relationnels qui, eux, correspondent aux besoins nouveaux de la vie urbaine et d'une société de plus en plus complexe, alors cela peut régler le problème de l'emploi. Et si on règle le problème de l'emploi, le problème des retraites se posera différemment. C'est en grande partie parce qu'il y a autant de chômeurs que les cotisations sont devenues complètement insuffisantes. Si on considère comme de l'emploi les activités dans le domaine solidaire, le problème de l'âge de la retraite pourra, à son tour, être examiné différemment. Ce que les gens ne supportent pas, c'est, au-delà d'un certain temps, de continuer des activités répétitives, lourdes. Mais si on leur permet de se créer une seconde vie active dans des secteurs où ils donneront de leur générosité, de leur empathie, cela changera les données du problème.

1 - Une si vive résistance, entretien avec Claude Alphanéry, 2011, Rue de l'échiquier

2 - Philosophe et sociologue français, auteur notamment de La Voie (Fayard, 2011)

## COMITÉ DE PARRAINAGE (en cours de constitution)

- Claude Alphanéry (Economiste et soutien très actif au développement de l'ESS)
- Jean-Marc Borello, (présid. Groupe SOS)
- Alain Bougrain Dubourg, (présid. LPO)
- Alain Desjardins (Peuples et Cultures)
- Jean-Baptiste de Foucault (Inspecteur général des Finances, présid. Démocratie et spiritualité)
- Jean Gadrey (économiste, prof. émérite à l'Université de Lille)
- Véronique Gallais (fondatrice Action consommation)
- Albert Jacquart (polytechnicien et humaniste)
- Martine Laplante (présid. les Amis de la terre)
- François Marty (présid. Le Chênelet)
- Gus Massiah (Ingénieur et économiste, militant altermondialiste)

- Dominique Méda (sociologue, direct. recherches Centre d'études de l'emploi),
- Danièle Mitterrand (présid. fond. France libertés),
- Edgard Morin (sociologue et philosophe),
- Maria Nowak (fondatrice de l'Adie)
- Jean-Marie Pelt (présid. Institut européen écologie)
- Jean-Marie Perrier (présid. Accueil paysan)
- Jean-Claude Pierre (porte parole Cohérence),
- Pierre Rabhi (paysan, philosophe humaniste),
- Patrick Viveret (philosophe et essayiste altermondialiste)
- Jean-Marc Borello (présid. Groupe SOS),
- Jacky Blanc (présid. Directoire la Nef),

## LES PREMIERS SOUTIENS

- Accueil Paysan, Action Consommation, l'Adie, Agir ici pour l'environnement, Alter éco, les Amis de la Terre, Artisans du monde, le Chênelet, Cohérence, Colibris le Mouvement, Enercoop, France liberté, Frères des Hommes, Garrigue, Le Groupe SOS, les Jardins de Cocagne, le Labo de l'ESS, LPO (ligue protection des oiseaux), Minga, La Nef, Oxfam France, Ritimo, Solidarité laïque, Survival, Réplic, Reporterre (blog Hervé Kempf), Ufisc, e-Graine...